



Décision n° 2019-310

autorisant une compétition cycliste
dans le cœur du Parc national du Mercantour

Pétitionnaire : CAVIGAL TRI'AURON

Adresse : 2 Rue El Nouzah, 06200 NICE

Nature de la demande : manifestation sportive – Montée chronométrée de la Bonette

Intitulé du projet : 4ème édition de la course de la Bonette

Localisation : Route du Col de la Bonette / M2205 – M64 – Col de Restefond

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 32 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n°2015-01 du 7 juillet 2015 réglementant les compétitions cyclistes dans le cœur du Parc national,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour

VU les documents transmis par la Préfecture des Alpes-Maritimes en date du 21 juin 2019 relatif aux épreuves intitulées « Cavigal Tri'Auron » et « Montée chronométrée de la Bonette » organisées par l'association CAVIGAL Nice Triathlon,

Considérant que les modalités d'organisation de la course, telles que mises en œuvre en 2017, 2018 et telles que confirmées par l'organisateur en date du 24 juin 2019 sont conformes à l'arrêté n°2015-01 du 7 juillet 2015,

Considérant que lors de la première édition de cette course en 2016, la manifestation n'a a priori pas généré d'impact notable sur les milieux naturels, la faune et la flore sauvages,

Considérant toutefois qu'il convient de maintenir les prescriptions d'usage afin de limiter les risques d'impact de la manifestation sur les paysages et le caractère du site, notamment celles relatives au balisage, à la matérialisation de la fin de tronçon chronométrée, au ravitaillement et à la collecte des déchets,

Considérant également que pour être en conformité avec la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national, il convient de maintenir les prescriptions liées à l'usage des appareils de diffusion ou d'amplification sonore ainsi que celles liées aux prises de vues réalisées dans un cadre professionnel ou dans un objectif commercial

Décide :

Article 1er :

L'Association CAVIGAL Nice Triathlon, représentée par Madame Corinne NOVELLO et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à organiser une manifestation sportive de course cycliste reliant Saint-Etienne-de-Tinée à la cime de la Bonette, dénommée « Montée chronométrée individuelle de la Bonette ».

Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la date du 20 juillet 2019.

Article 3 :

La manifestation sportive est prévue selon les conditions suivantes :

- nature de l'épreuve : course cycliste chronométrée sur route
- circuit : départ Saint-Etienne-de-Tinée – Pont Haut - Le Pra – Bousieyas - Camp des Fourches - arrivée Col de la Bonette
- nombre de participants : 50 maximum
- nombre d'encadrants / membres de l'organisation : non précisé
- nombre de spectateurs attendus : 150 sur l'ensemble des 2 jours.

Article 4 : prescriptions relatives aux installations localisés sur l'itinéraire chronométré

Le bénéficiaire est tenu de respecter les prescriptions suivantes :

4.1. Le balisage éventuel de l'itinéraire ne devra comporter aucune mention publicitaire, être amovible et ne pas porter atteinte de quelque manière que ce soit aux éléments fixes du paysage y compris naturels. L'usage de la peinture est exclu. En cas d'utilisation de « rubalise », celle-ci devra être biodégradable.

4.2. L'installation de point de ravitaillement n'est pas autorisé dans le cœur de parc national, conformément aux modalités d'organisation prévues dans la demande. Le Parc national autorise une voiture de l'organisation à fournir en boisson les coureurs au sommet du col sous réserve qu'aucune table soit sortie.

4. 3. En fin d'itinéraire chronométré, aucune mention « ARRIVEE » et aucun dispositif de type « portique » enjambant la chaussée n'est autorisé en cœur de Parc national.

4.4. Le signalement du point d'arrêt des chronomètres individuels pourra être constitué de deux éléments mobiliers au maximum, positionnés de part et d'autre de la chaussée, dénués de publicité commerciale, posés et suffisamment lestés sans ancrage au sol.

4.5. L'ensemble du dispositif de fin d'itinéraire chronométré ne devra générer aucune gêne pour la sécurité ni pour la circulation des autres usagers de la voie publique.

4.6. Les célébrations liées au classement des participants à la course ou à la remise de prix ne sont pas autorisées en cœur de Parc national.

4.7. Toute utilisation d'appareil d'amplification sonore est interdite en cœur de parc.

Article 5 : prescriptions particulières relatives à la gestion des déchets

5.1. En zone cœur de Parc national, le bénéficiaire est tenu d'effectuer à ses frais une collecte et un nettoyage méticuleux des itinéraires empruntés ou des espaces occupés par les organisateurs, les participants et, le cas échéant, des spectateurs.

Ce nettoyage ainsi que l'enlèvement du balisage devra être effectué le jour même, avant l'heure légale de coucher du soleil.

5.2. Le bénéficiaire est autorisé à aménager des zones temporaires de collecte spécifiques au hameau de Bousieyas et à la cime de la Bonette, sous réserve qu'aucun déchet ne soit laissés sur place au démontage des installations de collecte.

Article 6 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve pendant toute la durée de la manifestation, notamment en ce qui concerne les interdictions :

- d'introduction de chiens ;
- de publicité (y compris sur l'éventuelle signalétique temporaire) ;
- d'effectuer sur le sol, sur les arbres, sur les rochers tous graffitis ;
- d'abandonner tous détritux ;
- de survoler le Parc national avec un aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol, y compris drone.

Article 7 :

Le bénéficiaire est autorisé à réaliser ou à faire réaliser par un tiers, des prises d'images et de sons *dans un cadre professionnel ou à but commercial*, aux conditions suivantes :

7.1. Le bénéficiaire remettra aux personnes chargées des prises d'images et de sons, une attestation ou accréditation nominative à produire en cas de contrôle sur site ;

7.2. La prise d'images et de sons est exclusivement réservée à la couverture médiatique de la compétition / de la manifestation à l'exclusion de tout autre sujet ;

7.3. Les prises d'images et de sons autorisées sont exclusivement réalisées à partir de moyens techniques terrestres. Tout survol d'aéronef motorisé (y compris drone) à moins de 1000 mètres du sol à des fins de prise d'images aériennes n'est pas autorisé en cœur de parc national.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

La présente autorisation ne vise qu'à limiter l'impact de la manifestation sur les milieux naturels, la faune et la flore sauvages, sur les paysages ainsi que sur le caractère du cœur du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire, seul organisateur de cette manifestation, en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 10 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Nice, le 1^{er} juillet 2019



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER